

nales, le respect des droits de l'homme reste la vocation essentielle du Conseil de l'Europe non seulement dans le cadre juridique, mais aussi – on le verra après à propos de la Turquie – dans les actions concrètes et quotidiennes. C'est là un élément fondamental qui distingue le Conseil de l'Europe de l'OSCE, même si nous savons que cette dernière a aussi inscrit dans ses statuts ce même respect. Une certaine concentration sera certainement nécessaire.

Un élément supplémentaire dont vous avez discuté – ce n'est pas la première fois non plus –, c'est la question qui touche aux critères pour accepter de nouveaux membres au sein du Conseil de l'Europe. Ici, les opinions divergent. Il y a ceux qui affirment de manière très claire qu'il faudrait accepter seulement les pays qui donnent toutes les garanties du respect plein, entier et sans condition des dispositions fondamentales – je dirais presque constitutionnelles – du Conseil de l'Europe, et laisser les autres pays tenter une approche de ce principe fondamental, le respect des droits de l'homme, et les accepter plus tard. Il y a ceux qui, au contraire, affirment qu'il faudrait aussi accepter les pays qui ne respectent pas encore totalement tous les critères du respect des droits de l'homme pour les pousser de par leur adhésion et de par leur participation pleine et entière à s'en rapprocher de plus en plus.

Depuis la chute du mur de Berlin, l'attitude du Conseil de l'Europe a été plutôt favorable à la deuxième thèse, c'est-à-dire à accepter même ceux qui ne respectent pas totalement les dispositions fondamentales en la matière, en attendant qu'ils y parviennent ultérieurement et progressivement. Le Conseil fédéral partage cet avis.

Monsieur Mühlemann, vous avez mené une bataille difficile pour l'adhésion pleine et entière de la Russie. Le Conseil fédéral a soutenu cette thèse – j'ai même tenu un discours allant dans ce sens à Strasbourg. Disons clairement que cette thèse n'a pas été inventée à la fin des années quatre-vingt, car l'adhésion de la Turquie, bien des années auparavant suivait déjà cette règle. Et vous l'avez dit aujourd'hui, la Turquie ne respecte de loin pas les règles du Conseil de l'Europe, alors qu'elle avait été acceptée bien longtemps avant l'entrée des pays de l'Europe de l'Est.

Donc, la mission est maintenant acquise. Il s'agit naturellement – et je crois que les rapporteurs sont d'accord – de veiller toujours à ce que certaines conditions minimales soient respectées, car j'aurais de la peine actuellement, je le dis franchement, à accepter le Bélarus par exemple.

Je suis encore et toujours d'avis qu'une distinction doit être faite entre ceux qui ne respectent rien du tout et ceux qui sont en bonne voie. Je partage l'avis que seuls ces derniers doivent être acceptés.

J'en viens maintenant à une dernière évaluation qui touche en particulier à la situation en Turquie. Elle a été évoquée par plusieurs d'entre vous. Je tiens à souligner, Madame Vermot, Monsieur Gross Andreas, que le Conseil fédéral va se battre comme il l'a déclaré, afin que deux choses soient réalisées: d'un côté la tenue d'un procès conforme aux normes institutionnelles internationales garanties et conforme aux conditions régnant dans un Etat de droit, et, d'un autre côté, qu'une solution politique au problème des minorités kurdes soit trouvée. Si je jette un regard en arrière sur les activités du Conseil fédéral, je tiens à dire que notre ligne de conduite a toujours été claire et sans compromis dans ce domaine. Une tentative a été faite, dans le cadre de l'OSCE, les rapporteurs l'ont mentionné, de mettre à exécution le processus de Moscou, une tentative en collaboration avec quelques autres pays «like minded» comme on pourrait les appeler, mais le nombre de dix pays nécessaires pour lancer l'initiative n'a pas été atteint. Cette initiative a été très critiquée dans notre pays. Je constate cependant qu'une telle initiative se révèle a posteriori encore bien plus intéressante.

Je rappelle aux représentants de notre pays au Conseil de l'Europe toutes les interventions que nous avons faites dans ce domaine au niveau ministériel. Je pourrais vous en citer quelques-unes de M. Kellenberger, secrétaire d'Etat, qui mériteraient d'être rappelées. Que cela n'ait pas préparé le meilleur des terrains pour une action de médiation ou de bons offices de la part de notre pays, cela va de soi, mais je

crois qu'il est indispensable de dire clairement ce que l'on pense sur certains points, quitte, hélas, peut-être à ne pas ou ne plus apparaître comme le pays le plus apte à offrir ses bons offices. Nos offres restent sur la table. Nous savons toutefois que beaucoup de difficultés restent à surmonter.

Je vous assure que nous allons poursuivre dans cette voie, de manière systématique. Je tiens ici à manifester explicitement aux parlementaires qui se sont rendus il y a quelques jours en Turquie combien le Conseil fédéral apprécie leur travail qui était consacré uniquement à la sauvegarde de ces valeurs essentielles pour nous toutes et pour nous tous.

Encore un mot sur un autre cas évoqué ici, celui du Kosovo. Si je regarde en arrière, je devrais affirmer que la Suisse n'a pas de reproche à se faire, car je pourrais vous citer des dizaines d'interventions de notre pays, surtout lors de l'année présidentielle à l'OSCE. Lorsque nous discutons de la Bosnie-Herzégovine, nous avons toujours rappelé à la communauté internationale le danger grave qui couvait sous la cendre au Kosovo. Nous l'avions dit, nous l'avons rappelé mille fois, hélas sans succès. Le rôle de prophète n'a pas été trop difficile à endosser, les drames se sont produits. Je crois qu'il est important que nous continuions notre action dans ce secteur fondamental, parce qu'il en va de manière très concrète du respect des droits de l'homme, qui est et reste, je le répète, la vocation essentielle du Conseil de l'Europe.

Präsidentin: Der Antrag lautet, von den Berichten 99.001, 99.003 und 99.004 Kenntnis zu nehmen.

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

97.3613

Interpellation Gross Andreas Politische Bedeutung des Europarates

Interpellation Gross Andreas Poids politique du Conseil de l'Europe

Diskussion – Discussion

Siehe Jahrgang 1998, Seite 770 – Voir année 1998, page 770

Präsidentin: Nach der Diskussion über die drei Berichte ist diese Interpellation erledigt.

98.051

Das Verhältnis zwischen der Schweiz und der Uno Les relations entre la Suisse et l'ONU

Bericht des Bundesrates vom 1. Juli 1998 (BBl 1998 5242)
Rapport du Conseil fédéral du 1er juillet 1998 (FF 1998 4606)
Beschluss des Ständerates vom 8. Oktober 1998
Décision du Conseil des Etats du 8 octobre 1998
Kategorie IV, Art. 68 GRN – Catégorie IV, art. 68 RCN

Antrag der Kommission

Mehrheit

Vom Bericht in zustimmendem Sinne Kenntnis nehmen

Minderheit

(Schlüer)

Vom Bericht in ablehnendem Sinne Kenntnis nehmen

*Proposition de la commission**Majorité*

Prendre acte du rapport en l'approuvant

Minorité

(Schlüer)

Prendre acte du rapport en le désapprouvant

Gysin Remo (S, BS), Berichterstatter: Beim Lesen des Berichtes des Bundesrates über das Verhältnis zwischen der Schweiz und der Uno lernen Sie die Uno als umfassendes und entwicklungsfähiges System kennen. Die Uno beeindruckt als weltumfassende Organisation, in der über 99 Prozent der Weltbevölkerung vertreten sind. Sie beeindruckt vor allem durch das, was sie tut: zur Förderung der Menschenrechte und zur Wahrung des Friedens, im Kampf um das ökologische Gleichgewicht, im Einsatz gegen die Armut, gegen menschliche Not überhaupt. Die Uno beeindruckt durch ihr Friedenspotential, und das im weitesten Sinne des Wortes. Die Uno ermöglicht den globalen Dialog zu allen Weltthemen. Sie schafft weltweit Verhandlungsmöglichkeiten und trägt damit zur Zukunft der ganzen Weltgemeinschaft bei. Die Uno kann auf globale Fragen globale Antworten geben. Sie ist in der sich zunehmend globalisierenden Welt die einzige Institution, die einseitig wirtschaftliche Globalisierung sozial und ökologisch korrigieren kann. Zahlreiche besonders gefährdete oder benachteiligte Bevölkerungsgruppen können sich dank der Uno auf völkerrechtlichen Schutz berufen: Katastrophenhilfe, Schutz vor Rassismus und Diskriminierung, Rechte von Kindern, von Behinderten und älteren Menschen, Gleichstellung der Geschlechter, Kampf der Folter, Schutz von Minderheiten.

Die Bedeutung der Uno für den Schutz der Umwelt und für die nachhaltige Entwicklung ist seit der internationalen Uno-Konferenz für Umwelt und Entwicklung von Rio und der dort verabschiedeten «Agenda 21» unübersehbar geworden und wirkt bis in unsere Gemeinden hinein. Mit ihren Weltkonferenzen hat die Uno weltweit Anstösse für konkreten Fortschritt in der Bekämpfung der grössten Weltprobleme gegeben. Ich rufe in Erinnerung: 1990, Weltkonferenz über die Rechte des Kindes in New York; 1993, Weltkonferenz über Menschenrechte in Wien; 1994, Internationale Konferenz für Bevölkerung und Entwicklung in Kairo – eine Schlüsselkonferenz, die ihre Fortsetzung im Jahre 1995 in Peking zum Thema Frauenrechte fand; 1995, Weltgipfel über soziale Entwicklung in Kopenhagen; 1996, Welternährungsgipfel in Rom. Die Geschichte geht weiter.

Was die Uno der Welt bringt, das bringt sie auch der Schweiz. Wenn wir die Ziele der schweizerischen Aussenpolitik näher betrachten, so sehen wir, dass sie mit den Uno-Zielen praktisch identisch sind. So ist es auch nur logisch, dass die Schweiz schon heute eine intensive und enge Zusammenarbeit mit dem Uno-System pflegt.

Die Schweiz hat in der Uno Beobachterstatus. Alle anderen Staaten, die den gleichen Status hatten, sind – mit Ausnahme des Vatikans – unterdessen Vollmitglieder geworden. Die Schweiz arbeitet andererseits als Vollmitglied bereits in allen Spezialorganisationen der Vereinten Nationen mit. Die Schweiz leistet auch stattliche finanzielle Beiträge. Es sind jährlich rund 470 Millionen Franken. Sie unterstützt die meisten Uno-Fonds und -Programme.

So ist der Uno-Beitritt, um den es hier geht, eigentlich naheliegend. Was uns fehlt, ist die Vollmitgliedschaft. Das Stimmrecht in der Generalversammlung beinhaltet die Möglichkeit, im Sicherheitsrat mitwirken zu können. Slowenien ist ein Beispiel dafür, dass auch ein kleines Land dort eine wichtige Rolle spielen kann. Wir möchten auch Vollmitglied des Eco-soc, des so wichtigen Wirtschafts- und Sozialrates der Uno, werden. Dieser hat eine ganz besondere Steuerungsfunktion, bei der wir leider nicht mitreden können.

Ich will noch zwei Punkte hervorheben, die in der Aussenpolitischen Kommission besonders betrachtet wurden:

Da ist einmal Genf als wichtigster europäischer Sitz der Uno. Genf ist heute Gaststadt von 17 zwischenstaatlichen Organisationen, wovon 8 dem System der Vereinten Nationen angehören. Sie ist Gaststadt von über 120 internationalen Nichtregierungsorganisationen. Rund 30 000 internationale Beamte, Diplomaten und ihre Familien haben sich in Genf niedergelassen. Rund 90 000 Personen nehmen jährlich an den internationalen Treffen und Konferenzen in Genf teil. Abgesehen vom grossen wirtschaftlichen Nutzen im Umfang von schätzungsweise 3 Milliarden Franken jährlich ermöglicht diese internationale Präsenz auch der schweizerischen Aussenpolitik und unserem Land überhaupt wertvolle Kontakte. Mit dem europäischen Hauptsitz Genf gibt uns die Uno ein Zeichen des Vertrauens. Ich denke, es ist richtig und an der Zeit, dass wir dieses Vertrauen mit unserer Vollmitgliedschaft, mit unserem Beitritt zur Uno erwidern.

Ein anderes in der Aussenpolitischen Kommission besonders beleuchtetes Thema war die Neutralität der Schweiz, das Verhältnis der Uno zur Neutralität überhaupt. Die Schweiz kann auch als Uno-Mitglied ein neutraler Staat bleiben. Weder verlangt die Uno eine Abkehr von unserer Neutralität, noch beabsichtigen der Bundesrat oder auch das Parlament, diese aufzugeben. Es ist klar, dass unsere Neutralität im Wandel ist. Wir öffnen uns. Wir werden immer mehr eine Neutralität wie Österreich, Schweden, Irland, Finnland und andere Länder pflegen. Genau diese Länder zeigen auch, dass ein neutrales Land seinen Platz in der Uno bekommt und findet.

Der Bericht lässt keinen Zweifel mehr zu: Der Bundesrat will – das Parlament hat das gleiche mit der Überweisung der Motion Gysin Remo 97.3269 auch ausgedrückt – die Schweiz zu einem Vollmitglied der Vereinten Nationen machen. Der vorliegende Bericht bringt uns diesem Ziel einen wesentlichen Schritt näher. Er geht auf alle wichtigen Berührungspunkte zwischen der Schweiz und der Uno ein. Sie finden darin viele wichtige Informationen. Er enthält einen Überblick über die verschiedenen Abkommen der Vereinten Nationen. Der Bericht ist spannend zu lesen. Es ist eine interessante Lektüre, ein Nachschlagewerk für alle Interessierten.

Ich möchte – ich glaube, das im Namen des Parlamentes tun zu dürfen – dem Bundesrat für diesen ausserordentlich interessanten und wertvollen Bericht ganz herzlich danken. Ich möchte Herrn Botschafter Jenni, der in der Verwaltung federführend war, und seinen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern für dieses Sonderwerk ein herzliches Dankeschön sagen.

Es ist nicht zwingend, dass wir zu einem überwiesenen Vorstoss noch einmal Stellung nehmen. Aber mit diesem Bericht haben wir ein Juwel bekommen. Wir haben in der APK beschlossen, diesen Bericht entsprechend zu würdigen. Wir möchten nicht nur Kenntnis nehmen, sondern in zustimmendem Sinne Kenntnis nehmen. Das ist der Antrag der Mehrheit der APK, der mit 15 zu 1 Stimmen – also fast einstimmig – zustande gekommen ist. Ich bitte Sie, diesem Antrag zu folgen.

Lachat François (C, JU), rapporteur: Que puis-je ajouter après l'excellent rapport de M. Gysin Remo? Peu de choses, finalement, si je ne tiens pas à répéter ce qui a été dit, et si j'entends me concentrer sur l'essentiel. Je crois qu'il faut tout d'abord saluer le postulat Gross Andreas, qui a permis au Conseil fédéral de faire le point sur nos relations avec l'ONU et sur l'évolution de celles-ci, et tout cela de fort belle manière, ma foi! Votre commission a traité de façon très approfondie le rapport du Conseil fédéral, et cela le 26 août 1998. Elle en a pris acte, en l'approuvant, par 15 voix contre 1 et avec 2 abstentions.

Que s'est-il passé depuis 1986, année qui vit le peuple et l'ensemble des cantons refuser l'adhésion de la Suisse à l'ONU? La bipolarité de la guerre froide a disparu, le manichéisme sécuritaire, pour nous autres Suisses, s'est évaporé, la globalisation s'est emparée de l'économie, et le politique se rend enfin compte qu'il doit apporter des réponses globalisées aux défis à nous lancés par l'économie et la finance. Si, comme le relevait M. Frey Claude, auparavant le meilleur service que la Suisse pouvait rendre à la commu-

nauté internationale était de représenter l'ultime recours, tel n'est plus le cas aujourd'hui. Des questions globales appellent des réponses globales.

C'est ce que tente de démontrer, avec succès, le Conseil fédéral. En effet, l'ONU joue, comme jamais auparavant, un rôle actif dans le maintien de la paix par la promotion même de cette paix, par la reconstruction postconflictuelle, par la collaboration avec des organisations régionales telles que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Malgré un certain nombre d'échecs dont les plus parlants s'appellent Rwanda et Somalie, l'ONU maîtrise aujourd'hui les problèmes de la globalisation dans les domaines de l'économie – par exemple le travail des enfants –, de la politique – par exemple la politique de minorités –, de la société – par exemple la lutte contre le trafic des drogues –, de l'environnement, dans la lutte contre la production d'azote tout comme dans la politique de développement.

Le nouveau secrétaire général, Kofi Annan, que nous avons reçu ici en septembre dernier, a mis en marche une réforme radicale de l'institution onusienne, de sorte que le célèbre mot du général de Gaulle, «ce machin», n'a plus cours aujourd'hui.

Mais si les objectifs poursuivis par la politique étrangère de notre pays sont à peu près identiques à ceux de l'ONU, il n'en demeure pas moins vrai que nous participons fortement à l'ensemble des activités onusiennes sans aucune capacité décisionnelle, et cela dans la politique de la paix, dans la politique des droits de l'homme, où nous sommes partie prenante de l'ensemble des conventions élaborées par l'ONU, dans l'aide humanitaire, dans l'aide au développement, dans la politique environnementale.

Cet engagement global de la Suisse contraste avec son statut d'observateur que n'occupent plus, avec elle, que le Vatican et l'OLP. Tout en étant le siège européen le plus important de l'ONU – en effet, comme l'a dit M. Gysin Remo, 30 000 personnes vivent à Genève des organisations internationales et de l'ONU, ce qui représente une manne annuelle pour l'économie genevoise de quelque 3 milliards de francs –, tout en faisant partie des plus gros contributeurs de l'ONU – en cas d'adhésion, la Suisse ne devrait verser que 35,7 millions de plus sur un total actuel de 470 millions de francs –, la Suisse se retrouve avec son statut d'observateur dans une situation où elle ne peut pas – ou elle le peut seulement de manière restreinte –, se prononcer directement sur ses propres cotisations.

Si l'une des constantes de la politique suisse, et cela depuis 1291, est le refus de toute délégation de compétence, cette constante devrait nous conduire tout naturellement à participer pleinement et totalement à la prise de décision de l'ONU, et ceci quoi qu'en pense une minorité de notre Conseil.

Voilà qui nous conduit directement à examiner avec le Conseil fédéral la problématique de la neutralité. Se fondant sur la doctrine dominante en matière de droit international public, notre Gouvernement et votre commission parviennent à la conclusion que l'adhésion de la Suisse à l'ONU est compatible avec notre neutralité, car l'adhésion ne passe pas par un abandon de celle-ci, et qu'un Etat dont la neutralité est permanente a sa place dans l'ONU.

Finalement, cette neutralité bénéficie de la reconnaissance et de la bienveillance unanimes de l'organisation et de ses membres. Si notre pays devait participer aux sanctions de l'ONU, celles-ci ne sont pas des actes de guerre, mais un moyen légitime de lutter contre les violations du droit international public ou du droit des gens. Car si la neutralité est un moyen, et non pas un but en soi, pour atteindre des objectifs politiques, tels que l'indépendance, la sécurité et la paix, il n'y a absolument pas antinomie entre cette neutralité et les sanctions, qui ont pour seul but justement la sécurité et la paix.

En conclusion, nous devons bien constater que la Suisse assume déjà aujourd'hui les obligations les plus importantes incombant à un membre de l'ONU, tout en renonçant aux droits les plus capitaux qui lui reviendraient, à savoir le droit de vote et le droit d'éligibilité à l'Assemblée générale.

C'est pour toutes ces raisons que la commission vous propose de prendre acte du rapport du Conseil fédéral en l'ap-

prouvant et en le considérant comme un premier pas décisif dans le débat politique en vue d'une adhésion à l'ONU.

Schluer Ulrich (V, ZH): Würden wir diesen Bericht wie der Ständerat vernünftigerweise nur zur Kenntnis nehmen, hätte ich keinen Minderheitsantrag gestellt. Weil ihn die Kommission mehrheitlich aber loben will, muss ich den gegenteiligen Antrag stellen, denn es gibt in diesem Bericht diverse Punkte, die nicht zu loben sind. Einmal mehr wird uns ein aussenpolitischer Bericht vorgelegt, der gravierende Lücken aufweist. Der Bericht soll den Weg der Schweiz in die Uno ebnen. Ich will nicht behaupten, dass alles an der Uno schlecht sei; aber ich stelle fest, dass das im Bericht geschilderte politische Programm der Uno lückenhaft ist.

Wie entwickelte sich die Welt in den letzten zwei, drei Jahren? Wir registrieren einen schweren Konflikt in Irak; aber die Uno ist dort nicht präsent, der Konflikt spielt sich ausserhalb des Einflussbereiches der Uno ab. Auch betreffend das Geschehen in Kosovo bleibt die Uno ausgeklammert; die Federführenden wollten die Uno bei der Konfliktregelung ausdrücklich nicht dabei haben. Nach den Anschlägen auf zwei US-Botschaftsgebäude in Nairobi und in Daressalam sind an zwei Orten auf der Welt Ziele bombardiert worden. Von mindestens einem dieser Bombardements weiss man heute, dass es Unschuldige getroffen hat; die Uno hat sich indessen zu diesen Vorgängen nicht zu Worte gemeldet. Die Uno hat sich auch vom Geschehen in der Region rund um den Kongo und um Rwanda abgemeldet; sie nimmt kaum mehr Anteil an den Vorgängen, die sich dort abspielen. Das ist die Realität. Tatsächlich hat die Uno in der ersten Hälfte der neunziger Jahre grossen Aktivismus entwickelt; heute aber hat sie sich von den wichtigen Krisenschauplätzen abgemeldet. Sie beschäftigt sich mit sich selbst und übt sich in kollektiver Abwesenheit. Es bestünde an sich eine Friedensorganisation. Aber ein – zweifellos sehr gewichtiges, mächtiges – Mitglied dieser Friedensorganisation zieht es vor, Weltpolitik, Krisenbewältigungspolitik – mitunter auch bewaffnet – ausserhalb der Uno zu betreiben. Das müsste doch in diesem Uno-Bericht angesprochen werden, das ist das politische Hauptproblem unserer Tage: Wir scheinen wieder zu einer Art «Kanonenbootpolitik» zurückzukehren, wie sie vor dem Ersten Weltkrieg weder gewinnbringend noch friedensstiftend vorherrschte. Dass wir uns auf solche Politikformen zurückbewegen, dazu fehlt in diesem Bericht jede Kommentierung.

Dann die Neutralitätsauslegung: Natürlich kann man anführen, die Uno nehme heute auch die Neutralen auf. Aber immerhin müssen wir dabei feststellen, dass die Schweiz mit Blick auch auf die Uno ihre Neutralität neu ausgelegt hat. Der Bundesrat hat letztes Jahr ein Dokument veröffentlicht, in dem festgestellt wird, es sei neutralitätskonform, wenn sich die Schweiz an solchen internationalen Konflikteinmischungen beteilige, an denen eine repräsentative Mehrheit der Staaten auch beteiligt sei. Die Frage, wie denn diese «repräsentative Mehrheit» zustande komme, wurde mit dem Hinweis auf den Weltsicherheitsrat und dessen Beschlüsse beantwortet. Man gab sich mit dieser Erklärung zufrieden – dann traten der Irak-Konflikt und später die Kosovo-Probleme ein. Aber wenig später stellte man fest, dass die Uno bei den Konfliktbewältigungen ausgeklammert wird. Also muss die Schweiz ihre neue Neutralitätsdefinition bereits wieder neu auslegen: Heute ist die Nato eben auch «repräsentativ». Wir schliessen uns damit einfach dem stärksten Machtblock an.

Unsere Politik gerät damit ins Trudeln, sie basiert auf Annahmen, die nicht mehr realitätskonform sind.

Ich schliesse mit dem Hinweis auf Seite 36 der Botschaft, wo steht, dass sich unser Land autonom am Vollzug der Sanktionen der Uno beteilige. Das tut der Bundesrat tatsächlich, aber dies ist falsche Politik. Wir haben es vor einigen Wochen zur Sprache gebracht: Die Schweiz könnte heute in Ex-Jugoslawien, in einem schweren Konflikt, angefragt von vier Nato-Staaten und einem weiteren Staat, eine wesentliche Mittlerrolle einnehmen. Wir können das aber nicht, weil der Bundesrat voreilig, unüberlegt, ohne jeden Zwang die Sanktionen gegen Jugoslawien mitgemacht hat. Diese Sanktionspolitik

nützt erstens einmal im Konfliktgebiet nichts, zweitens ist sie der betroffenen Bevölkerung gegenüber nicht verantwortlich, und drittens schadet sie unserem eigenen Land. Wir geben unsere Mittlerposition, die Möglichkeiten, die wir hätten, leichtfertig preis – einzig wegen der Aussicht, wir könnten uns im Schoss der Uno bequemer bewegen.

Wenn ich die aktuelle Uno betrachte, muss ich feststellen: Der Bundesrat gerät offenbar in Versuchung, in Zukunft vermehrt mit anderen zusammen in zweifellos glänzendem Rahmen nichts zu tun. Das entspricht zweifellos nicht den Interessen unserer Bevölkerung.

Gross Andreas (S, ZH): Ich möchte mich sowohl für die Antwort des Bundesrates auf meine Interpellation 97.3466 als auch für den Bericht zu meinem Postulat sehr bedanken.

Ich glaube, damit trägt der Bundesrat und mit der Diskussion über diesen Bericht tragen wir zu einer besseren Grundlage für die Diskussion bei, die uns mit den Bürgerinnen und Bürgern bevorsteht. Es fehlt an wesentlichen Informationen über die Uno, weil den Menschen vor allem das Krisenmanagement der Uno sehr bewusst ist, z. B. über das Fernsehen. Darüber, was die Uno aber sonst im Hintergrund noch tut, fehlt es auch uns an Wissen. Dieser Bericht trägt dazu bei, diese Unwissenheit abzubauen.

Wir müssen fragen – das tut der Bericht –: Was ist seit 1986, seit der Ablehnung des Uno-Beitritts durch die Schweizer Bürgerinnen und Bürger, passiert?

Heute meinen nicht mehr so viele, die Schweiz sei die Insel des Guten in einer Welt des Bösen. Das war einer der wesentlichen Gründe, weshalb die Mehrheit der Schweizerinnen und Schweizer den Uno-Beitritt vor 13 Jahren abgelehnt hat. Wir wissen heute, dass wir ein Teil der Welt sind, dass die Welt auf uns verzichten kann, aber wir nicht auf sie; dass wir nicht etwas Besseres ausserhalb der Welt und ausserhalb der die Welt repräsentierenden Uno sein können, dass wir dazugehören; dass es, wenn es der Welt schlecht geht, auch der Schweiz schlecht geht und umgekehrt.

Etwas ist wahrscheinlich noch weniger klar: Wir müssen zeigen, dass es eine Illusion ist zu glauben, wir könnten ausserhalb der Uno mehr für den Frieden tun. Das ist etwas, was früher viele glaubten. Wir müssen im Gegenteil sehen, dass die Ziele der Uno und der schweizerischen Aussenpolitik praktisch identisch sind. Die Uno tut auch das, was im Interesse der Schweiz liegt; und die Schweiz kann mit der Uno mehr tun als ausserhalb der Uno.

Das sind zwei Einsichten, die seit 1986 gewachsen sind, auch in der Bevölkerung. Dieser Bericht hilft, diese Einsicht zu verfestigen, so dass wir in absehbarer Zeit die Volksabstimmung von 1986 korrigieren können, im guten Sinne dessen, was Frau Josi Meier immer wieder gesagt hat: «Wenn die Schweizerinnen und Schweizer etwas ablehnen, sind sie nicht dagegen, sondern einfach noch nicht dafür.» Die Chance zu dieser Korrektur werden wir in einigen Jahren haben.

Zur Interpellation 97.3466: Es geht vor allem um die Reformbemühungen der Uno. 1997 hat sich die Generalversammlung wesentlich um ihre Reform bemüht. Generalsekretär Kofi Annan steht für diese Reform. Reform bedeutet einerseits Entbürokratisierung der Uno, was getan worden ist, und andererseits effizienteren Mitteleinsatz, was auch getan worden ist.

Möglicherweise hapert es noch etwas bei der Reform der politischen Strukturen der Uno – das sollte den Bundesrat und uns in Zukunft beschäftigen. Das ist sozusagen die politische Strukturreform der Uno selber. Es ist nicht von der Hand zu weisen, dass die Uno Schwächen hat. Sie rühren jedoch daher, dass sie vor allem eine Regierungsorganisation ist. Die Generalversammlung ist eine Versammlung der Regierungsvertreter. Die Parlamente sind zum Teil beigeordnet, aber sie haben nichts zu sagen. Die Völker sind nur durch die Exekutiven, vor allem durch die Diplomatie, vertreten. Das ist für die Völkerorganisation der Welt zu wenig. Es gibt hier Widersprüche zwischen Inhalt, Aufgabe und Namen.

Auch wenn im letzten Herbst der Reformeifer weniger augenfällig war als ein Jahr zuvor, ist die Uno trotzdem dabei, eine

weitere Reform durchzuführen. Die Uno ist – Remo Gysin hat das angesprochen – die einzige politische globale Organisation, die der ökonomischen Globalisierung entgegentreten kann. Damit ist sie auch der einzige Anwalt des Südens. Das dürfen wir nicht vergessen. Die globalisierte Ökonomie hat zur Folge, dass 99 Prozent der wesentlichen Entscheidungen, z. B. im Kapitalverkehr, im Norden gefällt werden. Die Interessen des Südens werden vom Markt zuwenig bis gar nicht berücksichtigt. In der Uno ist man sich bewusst – gerade weil der Süden in der Uno stark vertreten ist; die Gruppe des Südens umfasst über achtzig der 185 Mitgliedstaaten der Uno –, dass als politische Antwort auf die Globalisierung die Uno ausgebaut und gefestigt werden muss, so dass sie dem Markt sozial-, umwelt- und drittweitverträgliche Grenzen zu setzen vermag.

Zum Schluss noch eine Antwort an Herrn Schluer: Wenn die Uno überall dort dabei wäre, wo Sie sie hätten dabei haben wollen, hätten Sie ihr gesagt, sie mache zuviel, sie mische sich überall ein. Sie haben vergessen, dass die Uno in Kosovo ihre Arbeit an die OSZE delegiert hat, die OSZE in Kosovo gleichsam als regionale Organisation im Interesse der Uno tätig ist. Das ist eine falsche Information, und ebenso falsch ist die Information, dass die Uno im Irak nicht präsent gewesen sei. Sie hat dort die Untersuchungen zur Frage, ob der Irak Massenvernichtungswaffen produziere, geleitet. Ihre Arbeit stand im Zentrum der Auseinandersetzung, die dann leider auch wieder zu kriegerischen Auseinandersetzungen geführt hat.

Fehr Hans (V, ZH): So lückenhaft, wie sich dieser Saal bei der heutigen Uno-Debatte präsentiert, so lückenhaft, oder noch lückenhafter, steht das Volk hinter dem Uno-Beitritt. Das müssen Sie zur Kenntnis nehmen.

Es geht aber um die Interpellation zur Reform der Uno. Ich habe dafür Verständnis, Herr Gross Andreas. Es ist klar, Herr Gross und Herr Gysin, der Bundesrat und viele andere erhoffen sich natürlich von diesen Reformbestrebungen eine Begründung dafür, warum es sich für die Schweiz noch mehr lohne als ohnehin, Vollmitglied der Uno zu werden. Diese Reform, Herr Gross, liefert Ihnen diese Begründung aber nicht. Sie haben selbst gesagt, es gehe vor allem um bürokratische Dinge; es geht um organisatorische Reformen, es geht um institutionelle Reformen – es geht aber vor allem um Absichtserklärungen. Absichtserklärungen und schöne Wünsche ändern an der Gesamtbeurteilung eines schweizerischen Uno-Vollbeitritts nichts, wir haben von der Wirklichkeit der Uno auszugehen.

Was ist die Wirklichkeit der Uno? Mit dem Uno-Beitritt unterzeichnet die Schweiz einen Vertrag, der uns daran bindet, an wirtschaftlichen Sanktionen teilzunehmen. Sogar bei militärischen Sanktionen kämen wir unter Druck mitzumachen. Die politische Uno wird weitgehend vom Sicherheitsrat mit dem Veto dirigiert; das ist Interessenvertretung. Wir würden als Partei betrachtet, wir würden zur Partei. Die schweizerische dauernde bewaffnete Neutralität würde massgeblich tangiert und in Frage gestellt.

Wir gefährden mit einem Vollbeitritt unsere humanitäre Stärke bei Vermittlerdiensten, wo wir äusserst glaubwürdig aufgetreten sind – ich kann Ihnen das an verschiedenen Beispielen nachweisen –, und zwar nur deshalb, weil wir strikt neutral sind und diese Haltung glaubwürdig vertreten haben. Ein Kleinstaat wie die Schweiz muss sich nun einmal auf das konzentrieren, was er besonders gut kann. Ich bitte Sie, dies zu berücksichtigen.

Was ist denn das Motiv der Beitrittsbefürworter? Vielleicht haben sie ja gute Motive; das möchte ich ihnen attestieren. Aber ich stelle immer wieder fest: Es ist der unglaubliche Drang, der unglaubliche Wahn zu kollektiven, supranationalen Organisationen zu gehen, sich einzubinden, es ist der Drang zum Grossen auf der Weltbühne.

Ich fasse zusammen: Diese Reformabsichten, die bei Kofi Annan usw. herrschen, liefern keine zusätzliche Begründung für einen Uno-Vollbeitritt, sondern ich bin überzeugt: Wenn wir unsere Stärke als neutrale Nation im humanitären Bereich, im Vermittlerbereich in den Unterorganisationen ein-

bringen, dann dient das der Schweiz, Europa und der Welt weit mehr, als wenn wir im grossen Zirkus auch noch ein bisschen dabei sind. Ich bitte Sie in diesem Sinne, diese Interpellation mit Argwohn zu betrachten.

Cotti Flavio, conseiller fédéral: Je n'entends pas vous répéter aujourd'hui les arguments essentiels du rapport du Conseil fédéral sur nos relations avec l'Organisation des Nations Unies, vous en avez pris note. Par ce rapport, nous avons voulu présenter, d'un côté, la situation de fait, comment se présentent les Nations Unies, et, de l'autre, indiquer dans les grandes lignes les raisons qui poussent le Conseil fédéral à vous présenter prochainement un message concernant l'adhésion de la Suisse à l'ONU.

Le présent rapport a été présenté au Parlement par le Conseil fédéral qui le considère comme la prémisse au message sur l'adhésion qui vous sera soumis plus tard. De la sorte, la votation populaire pourra encore avoir lieu au cours de la prochaine législature, c'est en effet le sens de la décision prise par le Conseil fédéral à Brione lors de sa dernière séance de l'année passée. Ce ne sera donc pas à moi de présenter le message au Parlement, mais je confirme que les travaux sont déjà en cours. D'ailleurs, le présent rapport contient déjà quelques-uns des éléments substantiels du futur message. Ce qu'il faudra ajouter bien sûr, ce sont les éléments qui toucheront à la politique que la Suisse entendra suivre quand elle sera membre de l'ONU.

Sur la base d'un débat qui devient de plus en plus large dans le pays, tout cela est en voie de réalisation. Un exemple particulièrement touchant a été la rencontre, lors du Forum de Davos, de M. Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, avec une trentaine de représentants du monde économique suisse qui ont manifesté un intérêt nouveau et particulièrement encourageant pour ses efforts. L'essentiel reste cependant l'examen par le Parlement du message qui lui sera présenté ultérieurement par le Conseil fédéral.

Ich möchte Herrn Schluer deshalb im Moment keine spezifischen Antworten geben. Es liegt nicht am Bundesrat zu sagen, ob das Parlament vom Bericht nur Kenntnis nehmen muss oder ob das Parlament in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen hat. Das ist nicht meine Sache. Ich möchte nur die absolute Grosszügigkeit von Herrn Schluer anerkennen. Er hat nämlich gesagt, dass nicht wirklich alles an der Uno schlecht sei, und er hat noch hinzugefügt, dass die Uno zu Beginn der neunziger Jahre sehr aktiv gewesen sei. Wahrscheinlich haben wir hier die Gelegenheit verpasst, die Botschaft rechtzeitig zu präsentieren. Zur Zeit jenes Aktivismus wäre Herr Schluer wahrscheinlich auch für den Uno-Beitritt gewesen! Aber nichtsdestotrotz werden wir – gegen seinen Willen – die Beitrittsbotschaft dem Parlament unterbreiten. Der Uno-Beitritt ist, entgegen seiner Meinung, voll und ganz im Interesse auch unseres Landes.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	108 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	13 Stimmen

97.3466

Interpellation Gross Andreas Reform der Uno. Stellung des Bundesrates

Interpellation Gross Andreas Réforme de l'ONU. Position du Conseil fédéral

Diskussion – Discussion

Siehe Jahrgang 1998, Seite 772 – Voir année 1998, page 772

Präsidentin: Nach der Diskussion über den Bericht 98.051 ist diese Interpellation ebenfalls erledigt.

98.3546

Interpellation Gonseth Freilassung von Tanak Jigme Sangpo. Einhaltung der Menschenrechte in Tibet

Interpellation Gonseth Libération de Tanak Jigme Sangpo. Assurer le respect des droits de l'homme au Tibet

Wortlaut der Interpellation vom 2. Dezember 1998

1. Ist der Bundesrat bereit, sein Engagement zur Freilassung von Tanak Jigme Sangpo zu intensivieren und bei jedem Kontakt mit chinesischen Behörden dies auf die Traktandenliste zu setzen?
2. Ist der Bundesrat bereit, den «Appell an die chinesischen Behörden zur Freilassung von Tanak Jigme Sangpo», welcher von zahlreichen schweizerischen und ausländischen Tibet- und Menschenrechtsgruppen lanciert und unterschrieben wurde, zu unterstützen (die Kopie mit den schweizerischen Unterschriften wurde auch Bundesrat Ogi zugestellt)?
3. Ist der Bundesrat bereit, das Anliegen der parlamentarischen Gruppe Tibet, nämlich Tanak Jigme Sangpo für eine medizinische Behandlung in die Schweiz einzuladen, gegenüber den chinesischen Behörden ebenfalls zu vertreten?
4. Es scheint, dass der bisherige Dialog über Menschenrechte in Tibet mit den chinesischen Behörden noch keine konkreten Ergebnisse gebracht hat. Das tibetische Informationsnetz berichtet regelmässig über neue Misshandlungen von Gefangenen und Benachteiligungen der tibetischen Bevölkerung. Welche Schritte gedenkt der Bundesrat zu tun, um den Dialog über die Menschenrechte in Tibet fruchtbarer zu machen?
5. Was unternimmt der Bundesrat, um die Freilassung aller Gefangenen aus Gewissensgründen in Tibet zu fördern?
6. Welche Möglichkeiten sieht der Bundesrat, um die Arbeit die UN-Hochkommissarin für Menschenrechte, Frau Mary Robinson, zu unterstützen?

Texte de l'interpellation du 2 décembre 1998

1. Le Conseil fédéral est-il disposé à s'engager davantage en faveur de la libération de Tanak Jigme Sangpo et de mettre cette question à l'ordre du jour chaque fois qu'il entre en relation avec les autorités chinoises?
2. Est-il disposé à soutenir l'appel adressé aux autorités chinoises pour la libération de Tanak Jigme Sangpo, appel qui a été lancé et signé par de nombreux groupes suisses et étrangers de défense des droits de l'homme et d'amis du Ti-

Das Verhältnis zwischen der Schweiz und der Uno

Les relations entre la Suisse et l'ONU

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1999
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	08
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	98.051
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	10.03.1999 - 08:00
Date	
Data	
Seite	272-276
Page	
Pagina	
Ref. No	20 045 470

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.